

## **Le Conseil fédéral veut abaisser le seuil du «tax free» à 150 francs**

**Tourisme d'achat** Les touristes dépensent beaucoup pour les montres, les bijoux et le chocolat, surtout lorsqu'on leur garantit un achat «tax free». Cette pratique pourrait bientôt se généraliser. Actuellement, la TVA peut être remboursée pour des achats d'au moins 300 francs, à condition que l'acheteur ne réside pas en Suisse, que les biens soient destinés à un usage privé et qu'ils soient exportés dans les nonante jours. Bientôt, les touristes pourraient bénéficier du remboursement de la TVA dès 150 fr. d'achats. Le Conseil fédéral soutient cette proposition du parlement et l'a recommandée mercredi en vue de son adoption.

### **Les hôtels et restaurants en profitent aussi**

La motion a été déposée par le conseiller national du Centre Leo Müller. Lucernois, il connaît bien l'importance du tourisme d'achat. Selon lui, il s'agit d'un «facteur important pour l'économie», qui profite non seulement aux horlogers et bijoutiers, mais aussi aux boutiques de souvenirs, aux commerces alimentaires et aux artisans. Les visiteurs venant des pays du Golfe, d'Asie et des États-Unis dépensent volontiers de grosses sommes lors de leurs achats en Suisse. Hôtels et restaurants pourraient en bénéficier indirectement.

D'autres pays ont déjà agi dans ce sens. L'Italie, par exemple, a abaissé en 2024 le seuil du «tax free» de 155 à 70 euros. Cette évolution accroît la concurrence internationale, prévient Leo Müller. Pour rester compétitive, la Suisse doit suivre le mouvement, et le Conseil fédéral partage désormais cet avis. Selon les spécialistes du remboursement de Global Blue, la Suisse affiche aujourd'hui, avec environ 330 euros, le seuil «tax free» le plus élevé d'Europe, devant la Hongrie et la Belgique. Les pays voisins ont des seuils beaucoup plus bas, et l'Espagne a même supprimé le montant minimum d'achat.

Actuellement, les touristes d'achat reçoivent en magasin un formulaire rempli et signé, qu'ils doivent ensuite faire tamponner à la douane ou par l'ambassade de Suisse dans leur pays pour récupérer la TVA. Le secteur du tourisme plaide plutôt pour un processus entièrement digital. Un tel système devrait devenir opérationnel dans les deux prochaines années.

Les 150 fr. correspondraient au seuil d'exonération appliqué aux Suisses achetant à l'étranger. Depuis un an, ils ne peuvent importer des biens en franchise que jusqu'à ce montant, contre 300 fr. jusqu'à fin 2024.

**Iwan Städler**

---

# La Chine investit massivement hors de ses frontières

**Droits de douane** L'évolution du commerce mondial pousse les industries chinoises à s'adapter. Celles qui misent sur l'exportation investissent près de leurs marchés finaux.

**Emmanuel Egloff**

En quelques années, le paysage des investissements industriels dans le monde a connu un véritable bouleversement. L'émergence des États-Unis a été très rapide, et se confirme désormais année après année. En 2025, les investissements réalisés par les entreprises américaines sur leur sol et ceux reçus de l'extérieur ont représenté 793 milliards de dollars, soit un quasi-doublement en seulement un an, selon le baromètre annuel réalisé par Trendeo, McKinsey et l'Institut de la réindustrialisation. La différence est colossale par rapport au deuxième du classement. Et ce n'est même pas un pays, mais un ensemble de pays, puisqu'il s'agit de l'Union européenne avec 214 milliards de dollars d'investissements. Suivent l'Inde (182 milliards) et Taïwan (89 milliards).

Il manque un acteur majeur de la dernière décennie: la Chine. Les données, collectées par Trendeo, prennent en compte ce pays. Mais il ne cesse de glisser dans le classement. En 2025, la Chine se retrouve au 8<sup>e</sup> rang mondial, avec seulement 46 milliards de dollars d'investissement industriels qui y sont localisés, en recul de 38% sur un an. «La Chine reste un poids lourd des investissements dans l'industrie, relativise toutefois Matthieu Dussud, directeur associé chez McKinsey. Mais la nature de ces investissements a profondément évolué au cours des dernières années. Pendant la montée en puissance de son industrie, le pays a attiré les investissements des entreprises étrangères et celui de ses géants nationaux. Aujourd'hui, les investisseurs étrangers ont déserté le pays. Et les entreprises chinoises font évoluer leurs investissements hors des frontières chinoises.»

## Les investissements industriels quittent la Chine

Les données de l'étude montrent ce phénomène. Sur la période 2016-2020, les entreprises chinoises ont consacré en moyenne 334 milliards de dollars aux investissements industriels domestiques. Sur les cinq années suivantes, ils étaient tombés à 252 milliards par an. Et le mouvement s'accélère puisque,



Vue aérienne de l'usine Huawei à Brumath, France, avec des bâtiments modernes. AFP/Sébastien Bozon

**«Les Chinois craignent d'être contraint par les barrières tarifaires ou les quotas qui sont mis en place aux États-Unis, mais aussi en Europe.»**

**David Cousquer**  
Gérant de Trendeo

sur la seule année 2025, elles n'en ont donc annoncé que 46 milliards. La chute est impressionnante. Mais il faut relativiser le mouvement. Il n'y a pas un arrêt total des constructions d'usines en Chine. En effet, l'étude comptabilise les annonces d'investissement dans le monde à partir de 30 millions de dollars et de 50 créations d'emplois. Ce qui signifie que les usines concernées vont mettre du temps à sortir de terre. Notamment pour les très gros investissements, comme dans les data centers ou les semi-conducteurs, qui peuvent se monter à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Il y a des usines en construction en Chine.

Mais beaucoup moins de projets, donc.

Ce mouvement s'explique. Sur le plan intérieur, les usines sont désormais construites et la consommation souffre. Conséquence: les surcapacités de production sont importantes. Ce n'est donc plus le moment d'en construire de nouvelles. Au contraire, une partie de la production est désormais exportée. Sauf que ces dernières mettent à mal les industries des pays ciblés, Europe et Amérique du Nord essentiellement. Ces derniers ont décidé de réagir. «Les Chinois craignent d'être contraint par les barrières tarifaires ou les quotas qui sont mis en place dans le monde, aux États-Unis en premier lieu, mais également en Europe», analyse David Cousquer, gérant de Trendeo.

## Priorité au Maroc, Mexique ou Vietnam

Les entreprises chinoises se sont donc rapidement adaptées. «La Chine met en place une stratégie d'investissements dans de nouveaux pays, proches des marchés finaux, explique Matthieu Dussud. Ainsi, le Maroc est devenu le premier hub pour produire des batteries à destination de l'Europe, devant la Hongrie et l'Espagne. Et il en est de même en Indonésie et au Vietnam pour les productions à des-

tinuation de l'Asie-Pacifique, ou le Mexique, porte d'entrée pour le marché nord-américain.» Sur l'année 2025, près de 70% des investissements chinois en volumes se sont faits à l'étranger. C'était à peine 20% en 2022.

Le durcissement des pays occidentaux n'est pas récent. «Le mouvement ne date pas de la seconde élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis», reconnaît David Cousquer. Les tensions sont apparues dès la première élection du républicain, en 2016, et son successeur, Joe Biden, a poursuivi la même stratégie en tentant de découpler les États-Unis et la Chine. La mainmise chinoise dans certains domaines, comme les terres rares ou les batteries, a renforcé les inquiétudes. Aujourd'hui, même l'Union européenne prépare des barrières douanières et des quotas à l'importation.

Ces évolutions poussent donc les entreprises chinoises à s'adapter. Et elles le font très vite. La chute de leurs investissements domestiques ne signifie pas que les entreprises chinoises ne dépensent plus d'argent dans des projets industriels. Simple.

# La sécurité au travail mal contrôlée

**MISE EN GARDE** Les procédures de vérification de la sécurité du travail en Suisse sont lacunaires, révèle un audit publié hier par le Contrôle fédéral des finances

ATS

---

Le Conseil fédéral des finances (CDF) s'est penché sur le travail de la Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST). Il constate des manquements dans les procédures et réclame des mesures pour assurer une meilleure efficacité. La CFST est l'organe central de la Confédération suisse chargé de prévenir les accidents et maladies professionnels. Composée de représentants des assureurs (Suva), des partenaires sociaux et des organes d'exécution, elle harmonise les

directives de sécurité, émet des recommandations et veille à leur application uniforme pour protéger la santé des travailleurs.

## Conflits d'intérêts

Cet organe de prévention n'est pas en mesure d'assurer qu'il existe suffisamment de contrôles là où les risques sont les plus importants, relève l'audit. Ses contrôles, en outre, se basent sur une analyse de risques et un concept qui ne sont pas adaptés. Le CDF demande que la CFST prenne mieux en compte les données disponibles et effectue davantage de contrôles ciblés.

Plusieurs parties prenantes interrogées ont critiqué les principes de gouvernance choisis par le législateur. Elles relèvent le pouvoir d'influence impor-

tant que détient la Suva: un de ses représentants exerce la présidence de la CFST, quatre de ses membres siègent au sein de la commission et le secrétariat de celle-ci lui est rattaché.

Les différents rôles de la Suva, à savoir assureur, prestataire de conseils rémunérés et organe d'exécution font peser également des risques en matière de conflits d'intérêts. Le CDF avait déjà soulevé ce problème dans un audit en 2015 et émis une recommandation. Celle-ci n'ayant pas été mise en œuvre, le CDF considère que la situation est toujours insatisfaisante. Dans un communiqué, le Département fédéral de l'intérieur (DFI), dont dépend la CFST, indique qu'il accepte les conclusions du rapport. ■

# Rekordhohe Flut an Bewerbungen

Die Zahl ausgeschriebener Stellen sinkt – mit dem Einsatz von KI gibt es mehr Konkurrenz um weniger Jobs

CHRISTIN SEVERIN

Der «Easy Apply»-Knopf auf der Job-Plattform LinkedIn zeigte es schonungslos. 118, 243 oder 371 Bewerbungen sind für die Stelle bereits eingegangen. Wer sich bewarb, sah sofort, wie viele andere es auch taten. Das sollte wohl signalisieren, dass man einem besonders heissen Job auf der Spur war. Inzwischen stoppt der Zähler bei 100. Die hohen Zahlen hatten viele Interessierte wohl eher abgeschreckt als angespornt.

Wer derzeit einen Job sucht, kann viel Frust erleben. Absage, Absage, Absage, nichts gehört, Vorstellungsgespräch, Funkstille, neue Runde. Junge Hochschulabsolventen trifft dies besonders hart. Viele geben der künstlichen Intelligenz die Schuld. Denn typische Jobs für Einsteiger übernehmen heute Programme, etwa das Erstellen von Präsentationen oder Marktanalysen.

Doch die Misere greift tiefer.

## Aktionismus wegen Unsicherheit

Die Digitalisierung hat das Bewerben massiv beschleunigt. Früher stellten Bewerberinnen und Bewerber aufwendige Mappen zusammen, verfassten Motivationsschreiben, kopierten Dokumente und brachten alles zur Post. Heute lädt man die Dokumente auf der Website des Unternehmens hoch. Auf erklärende Anschreiben wird häufig verzichtet. Wenn es sie doch braucht, kann die KI beim Formulieren helfen. Die Kosten pro Bewerbung sinken. Das führt zu mehr «Output».

Gerade als KI-Assistenten wie Chat-GPT, Claude und Gemini diese Entwicklung nochmals auf ein neues Level hieften, lief der Nach-Corona-Boom aus. Das Wirtschaftswachstum geriet ins Stocken, und die Unternehmen traten bei den Neueinstellungen auf die Bremse. Weniger Jobs, mehr Konkurrenz.

Schweizer Unternehmen schrieben 2025 im zweiten Jahr in Folge weniger Stellen aus. Die Erwerbslosenquote stieg im vierten Quartal nach Zahlen der Internationalen Organisation für Arbeit (ILO) auf 5 Prozent nach 4,4 Prozent im Vorjahr. In Deutschland liegt sie wegen der vielen Minijobs mit 3,6 Prozent tiefer, aber ebenfalls höher als vor Jahresfrist.

Weil die Lage ungemütlicher geworden ist, schalten die Bewerber drei Gänge höher. Sie schreiben Bewerbungen im Akkord, streuen weiter und laden ihre Dossiers auch bei Unternehmen hoch, zu denen sie erst in zweiter Linie hinmühten. Aus Unsicherheit wird Aktionismus.

## 73 Prozent mehr Bewerbungen

Die digitale Recruiting-Plattform Stepstone, die in 20 Ländern aktiv ist, hat auf ausgeschriebene Jobs 2025 in Deutschland im Schnitt 73 Prozent mehr Bewerbungen erhalten als noch 2023. Einen ähnlichen Trend beobachtet das Unternehmen für Österreich. Für die Schweiz werden keine separaten Zahlen ausgewiesen. «Künstliche Intelligenz ermöglicht es Kandidatinnen und Kandidaten, Bewerbungsunterlagen schneller und nahezu auf Knopfdruck zu erstellen», sagt die Stepstone-Arbeitsmarktforscherin Anna Wittich.

Im Januar 2026 verzeichnete die Gruppe die höchste Anzahl an Bewerbungen in ihrer Geschichte. Die Bewerbungen pro freier Stelle stiegen in Deutschland im Vergleich zu Dezember 2025 um 55 Prozent. Weil die Suche nach einer besseren Stelle für viele Menschen zu den Neujahrsvorsätzen gehört, ist ein Anstieg im Januar normal. Aber auch im Vergleich zum Januar 2025 zeigt die Auswertung von Stepstone ein Plus von 10 Prozent.

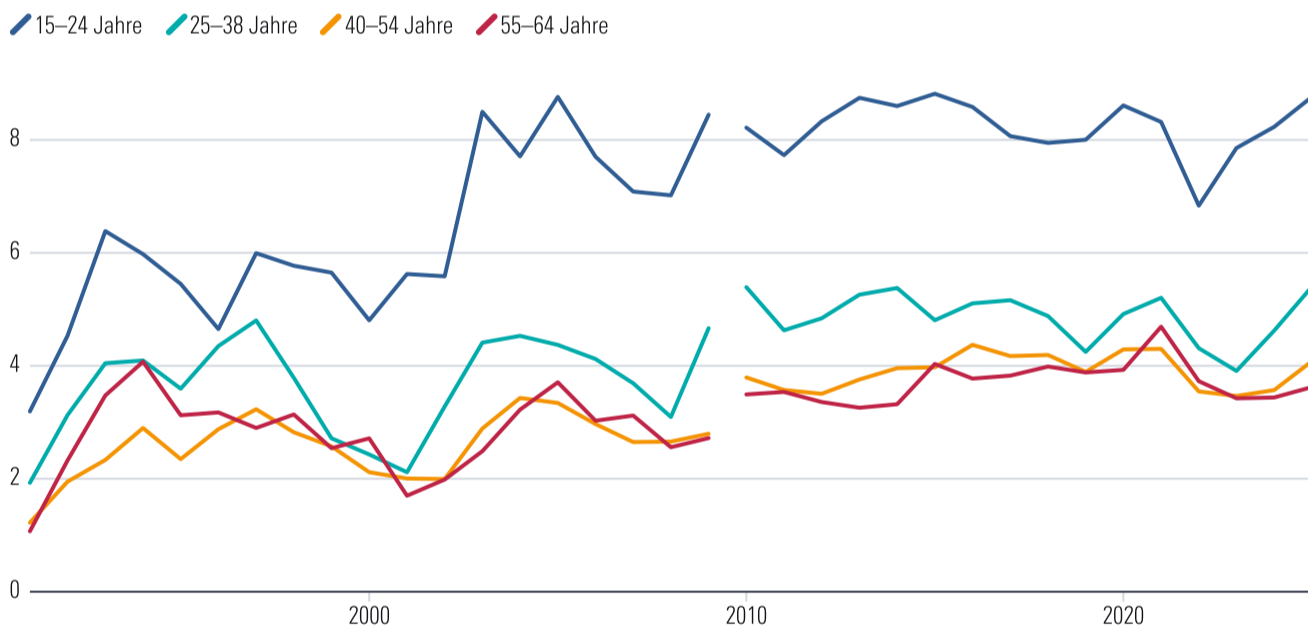
Die schärfere Konkurrenz um Jobs zeigt sich auch auf anderen Plattformen. Bei LinkedIn ist die Zahl der Bewerbungen pro Stelle in Deutschland im Vergleich zum Vorjahr um 15 Prozent gestiegen. Separate Zahlen für die Schweiz werden nicht angegeben. Barbara Wittmann, die bei LinkedIn die Region



In unsicheren Zeiten versenden Stellensuchende Bewerbungen häufig im Akkord – künstliche Intelligenz erleichtert ihnen das. GETTY

## Die Erwerbslosigkeit liegt bei den 15- bis 24-Jährigen bei 8,8 Prozent

Erwerbslosenquote gemäss ILO nach Altersgruppen



Jahresdurchschnittswerte (1991–2009: Werte des 2. Quartals)

QUELLE: BUNDESAMT FÜR STATISTIK

NZZ / sev.

Deutschland, Österreich und Schweiz führt, sagt: «Der Arbeitsmarkt verdichtet sich im Moment spürbar. Auch wenn in einigen Branchen noch Fachkräftemangel herrscht, steigt der Wettbewerbsdruck auf Seite der Kandidatinnen und Kandidaten.»

Für die Betroffenen ist diese Entwicklung mit viel Frust verbunden. Die gefühlte Wirklichkeit ist eine andere, wenn 300 Mitbewerber das neue Normal sind statt wie früher vielleicht 30. Am besten ertragen lässt sich dies vielleicht, wenn man versteht, wie stark sich die Koordinaten auf dem Spielfeld «Bewerben» verschoben haben. Wenn auf jede Stelle mehr Bewerbungen kommen, braucht es rein statistisch mehr Anläufe bis zum Erfolg.

## Viel Arbeit für Rekrutierer

Mühsam ist die Situation aber nicht nur für die Bewerber. Auch die Unternehmen kämpfen mit der Masse. Ein Luxusproblem, könnte man meinen. Theoretisch haben sie zwar eine enorme Auswahl. Doch sie werden mit Bewerbungen überflutet, bei denen Qualität und Passung häufig nicht stimmen.

Gemäss dem deutschen Job-Netzwerk Xing berichten 71 Prozent der Recruiter, dass der Anteil von unqualifizierten Bewerbungen seit dem KI-Boom deutlich zugenommen habe. Die Personalabteilungen benötigen durch-

schnittlich fast zehn Arbeitstage, um die unpassenden Bewerbungen für eine Stelle auszusortieren.

29 Prozent der deutschen Unternehmen geben an, regelmässig von Bewerbungsfluten betroffen zu sein. Die Flut besteht also zu grossen Teilen aus Massenbewerbungen, oft unpassend und von KI-Tools generiert. Zudem gaben 77 Prozent der Firmen an, in den letzten sechs Monaten KI-geschriebene Bewerbungen mit falschen Angaben erhalten zu haben. Dies sei, schreibt Xing, ein neues Phänomen, das die Personalvorauswahl zusätzlich belastet.

Viele Bewerbungen und viele unpassende Kandidaten: Der Markt für Bewerbungen ist ins Stocken geraten. Die Bewerber streuen breit, weil sie geringe Erfolgchancen sehen. Die Recruiter wiederum filtern hart, weil sie zu viele Bewerbungen bekommen. In der Forschung spricht man von «Matching Inefficiency». Beide Seiten handeln aus ihrer Sicht vernünftig; zusammen blockieren sie sich.

Auf diese Weise entsteht ein sich selbst verstärkender Kreislauf. Junge Menschen spüren dies zuerst. Uni-Absolventen suchen in der Regel einen Job. Doch wer Dutzende Bewerbungen verschickt und kaum Antworten erhält, kommt leicht ins Zweifeln. Lehrlinge haben es besser, weil sie in ihrem Ausbildungsbetrieb bekannt sind und häufig übernommen werden. Ältere hin-

gegen haben ihre Arbeit. In schwierigen Zeiten wechseln sie weniger und halten den Ball flach. Die Generation Z trifft es härter, sie ist dem Umschwung besonders ausgesetzt.

Als wäre das nicht schon schwierig genug, kommt hinzu, dass wegen der Verbreitung der künstlichen Intelligenz weniger Stellen für Berufseinsteiger ausgeschrieben werden. Der Anteil der ausgeschriebenen Einstiegspositionen lag 2025 bei Stepstone Deutschland 42 Prozent unter dem Fünfjahresschnitt.

## Hürden einbauen

Damit die Spirale nicht immer weiterdreht, könnten Unternehmen gegensteuern. Dies beispielsweise, indem sie kleine Hürden wie die Abgabe von Arbeitsproben einbauen. Das dürfte Massenbewerbungen reduzieren. Wer zudem offen über Arbeitszeiten, Routinen und Belastung spricht, senkt die Zahl jener Bewerbungen, die auf falschen Erwartungen beruhen.

Stellensuchende stehen ebenfalls vor einer strategischen Wahl. Einige Bewerbungen verdienen Zeit, Recherche und ein präzises Anschreiben. Um sich von der Masse abzuheben, zählt dort jedes Detail. Parallel dazu kann es sich lohnen, weitere Dossiers mit geringerem Aufwand zu verschicken. Irgendwann meint es das Glück dann hoffentlich gut mit einem.

# Sur l'imposition individuelle, on vote un peu les yeux bandés

**Scrutin du 8 mars** Derrière chaque scrutin, il y a une idée de principe dont on ignore tous les effets. Et quand ça touche aux impôts, l'inconnu pèse de tout son poids.

Florent Quiquerez Berne

L'imposition individuelle est assurément un des sujets qui fait le plus discuter en vue des votations du 8 mars. À juste titre, car la réforme aura un impact sur le montant d'impôt que vous devrez verser chaque année.

Si vous ne l'avez pas encore fait, rendez-vous sur un de nos deux calculateurs en ligne. Le premier vous permet de savoir ce que vous pourriez gagner ou perdre au niveau de l'impôt fédéral direct avec l'imposition individuelle. Le second vous permet de voir, si vous êtes mariés, les effets de la réforme également au niveau des cantons et des communes.

Après avoir rentré vos données actuelles, tentez aussi d'autres variations qui correspondent à votre situation d'il y a dix ou vingt ans ou celle que vous imaginez pour vous dans quelques années. Et vous verrez alors qu'en fonction du revenu ou du nombre d'enfants, les gains – ou les pertes – peuvent varier. Et que tous deux dépendent aussi de votre commune et canton de résidence.

Lorsqu'on se rend aux urnes, on se positionne souvent sur un principe. Évidemment, il existe des scénarios plus ou moins probables sur les conséquences de telle ou telle réforme. Mais il ne s'agit que de scénarios. Et quand il s'agit de son porte-monnaie, il est parfois difficile d'accepter cette part d'incertitudes. Pour l'imposition individuelle, il y en a trois. Ces dernières ne disent pas encore s'il faut accepter ou rejeter le texte, mais il est important de les avoir en tête au moment de voter.

## — Notre situation personnelle change au cours de la vie

L'imposition individuelle vise à en finir avec la différence de traitement entre époux et concubins. Mais attention, si on parle souvent de pénalisation du mariage, le système actuel peut aussi déboucher sur un bonus de mariage.

En effet, si les deux époux perçoivent un salaire similaire, ils paient en général plus d'impôt que les couples non mariés à la Confédération (impôt fédéral direct), mais aussi dans certains cantons: c'est la pénalisation. Par contre, si le revenu est inégalement réparti au sein du couple, les époux paient en général moins que les concubins, aussi bien d'IFD que d'impôts cantonaux: c'est le bonus. Or, un



Le 8 mars, il y a non seulement plusieurs votations fédérales au menu, mais aussi plusieurs scrutins cantonaux. Ici, une photo prise à Genève. Keystone

ménage n'est pas une photo figée. C'est un film qui se déroule tout au long de la vie. Il est ainsi tout à fait possible que – selon votre parcours – les effets de la réforme varient.

En début de carrière, quand vous commencez à travailler à 100% ou presque, et que vous n'avez pas encore de famille, vous avez toutes les chances d'être du côté des gagnants. Mais lorsque des enfants naissent, il arrive souvent qu'il faille réduire le temps de travail de l'un ou l'autre parent. S'il s'agit d'une légère réduction du taux, la réforme pourrait être indolore, mais si l'écart entre les taux des deux parents est plus important, il pourrait vous faire basculer dans le camp des perdants.

Puis, les enfants grandissent et vous recommencez tous les deux à travailler et vous faites à nouveau partie des gagnants. À moins qu'un de vos proches tombe malade et qu'un des deux membres du couple devienne proche aidant, ce qui fait retomber le ménage dans le camp des perdants.

Idem à la retraite, si les rentes sont proches, vous serez gagnants. Si elles sont trop écartées l'une de l'autre, vous passez du côté des perdants.

## — Comment les cantons vont-ils appliquer la réforme?

Le Département fédéral des finances a fait les calculs des gagnants et des perdants de la réforme: 50% paieraient moins d'impôts, 14% en paieraient plus. Et pour 36%, l'imposition individuelle ne changerait rien. Mais attention, il ne s'agit ici que des prévisions pour l'impôt fédéral direct. Pas pour les impôts cantonaux. Et cela change tout.

## Si on parle souvent de pénalisation du mariage, le système actuel peut aussi déboucher sur un bonus de mariage.

Pour la plupart des contribuables, les impôts cantonaux sont en effet nettement plus élevés que l'IFD (ceux qui ont des revenus modestes en sont même exonérés). Or, si les cantons devront eux aussi passer à terme à l'imposition individuelle, on ne sait pas encore comment ils concrétiseront la réforme.

En effet, si tous ont supprimé la pénalisation fiscale du mariage, ils n'ont pas tous utilisé le même stratagème pour y parvenir. Il y a ceux qui ont misé sur le splitting comme Genève, Neuchâtel et Fribourg, ceux qui ont choisi le quotient familial (Vaud), ceux qui appliquent le barème le plus généreux entre concubin et époux (Jura) et ceux qui travaillent avec des ristournes, comme le Valais. Au final, cela fait une grande variété de systèmes.

Si le passage à l'imposition individuelle devrait là aussi – en théorie – être plus avantageux pour les couples mariés aux revenus équivalents (et inversement), on ignore encore quels seront précisément les écarts entre la réforme et la multitude de systèmes cantonaux.

## — Compenser le manque à gagner fiscal? Pas sûr

Cette inconnue nous emmène à notre troisième point, celui des pertes fiscales. Pour l'impôt fédéral direct, le DFF a estimé un manque à gagner de 630 millions d'IFD: 500 millions pour la pomme de la Confédération, 130 millions pour celle des cantons.

Dans «Le Matin Dimanche», Samuel Bendahan, copré-

sident du groupe socialiste aux Chambres fédérales, relativisait cet impact, en rappelant que la réforme devrait permettre l'émergence de 10'000 à 44'000 emplois plein-temps, ce qui engendrera de nouvelles recettes. Le Vaudois a fait les calculs: au final, les cantons devraient sortir gagnant de la réforme. Quant à la Confédération, elle pourrait limiter la casse avec l'impact de ces nouveaux emplois sur la consommation, et donc sur la TVA.

Le problème est qu'on ne connaît pas l'effet de la réforme sur le manque à gagner des impôts cantonaux et communaux, comme le relevait Sidney Kamerzin (Centre/VS). Selon lui, il risque d'être important: les collectivités n'auront d'autres choix que d'augmenter leurs barèmes pour s'en sortir. Pour qu'un tel changement soit effectif, il faut toutefois voter. Et pas sûr qu'un tel projet passe. Le risque de baisse des prestations n'est pas écarté.

Mais là encore, ça fait beaucoup de si. Au final, c'est sans doute sur le principe de l'imposition individuelle que le citoyen devra faire son choix le 8 mars, car il n'aura pas toutes les réponses à ses questions.

En cas d'échec de l'imposition individuelle, une initiative populaire déposée par le parti centriste vise aussi à corriger la pénalisation du mariage

# Le Centre a son plan B

PHILIPPE CASTELLA

**Politique** ► Partisans et opposants à l'imposition individuelle se rejoignent sur un point: la pénalisation fiscale du mariage dure depuis trop longtemps sur le plan fédéral, et elle doit cesser. Mais si on n'y est pas parvenu jusqu'ici, ce n'est pas un hasard.



«L'initiative du Centre vise à renforcer le modèle traditionnel de la famille»

Samuel Bendahan

Deux camps de force à peu près égale au parlement s'affrontent sur la question, avec des visions bien différentes du mariage et de son rôle dans la société. Cela dépasse le cadre fiscal. Il y a d'un côté le camp progressiste formé du PLR, des Verts libéraux et de la gauche. De l'autre, un camp conservateur avec Le Centre et l'UDC.

## Votes à une voix près

Plusieurs votes cruciaux de la réforme soumise au peuple le 8 mars se sont faits à une voix près au Conseil des Etats. Et en cas de non dans les urnes, le bras de fer promet de se pour-



Le Centre a déposé il y a deux ans deux initiatives populaires pour défendre les couples mariés face au fisc et face aux rentes AVS. KEYSTONE

suivre. Car Le Centre a déposé il y a deux ans une initiative populaire sur le sujet.

Il s'agit même d'un duo d'initiatives, la première pour abolir la pénalisation du mariage face au fisc, la seconde pour faire de même avec les rentes AVS, plafonnées aujourd'hui à 150% pour les couples mariés.

«C'est un bon plan B», assure Marie-France Roth Pasquier, «parce que notre initiative se concentre sur l'impôt fédéral direct, là où les inégalités perdurent pour les couples mariés.» L'élue centriste souligne que «les cantons ont tous trouvé une solution pour pallier cette inégalité qui frappe les couples

mariés, sous la forme de splitting ou de barèmes adaptés».

## Sur un modèle allemand

S'inspirant du modèle allemand, l'initiative du Centre ancre dans la Constitution le principe de l'imposition commune des couples mariés. Mais pour éviter qu'ils ne soient désavantagés, un calcul alternatif serait opéré sur la base d'une imposition individuelle. Et le système le plus favorable financièrement au couple s'appliquerait.

«Cela signifiera peut-être plus de travail pour les administrations fiscales cantonales, bien que pour le moment per-

sonne ne puisse vraiment le dire», déclare la conseillère nationale fribourgeoise. «Mais c'est sans commune mesure avec l'introduction de l'imposition individuelle.» Celle-ci impliquerait le traitement de 1,7 million de déclarations d'impôt supplémentaires.

Des arguments qui convainquent aussi l'UDC: «Cette initiative du Centre est vraiment bien ficelée», salue Jacques Nicolet, «parce qu'elle permettrait à tous les couples mariés, quelle que soit leur situation, de payer moins d'impôts fédéraux», note l'élue vaudoise.

Tel qu'adopté, le système d'imposition individuelle signi-

fiera davantage d'impôts fédéraux à payer pour les couples avec un seul haut revenu, ou avec un faible second revenu qui l'accompagne.

## Une famille, 2 visions

Et c'est là que le bât blesse pour les partisans de l'imposition individuelle. «Le Centre et l'UDC considèrent que le modèle traditionnel de la famille est encore le plus répandu», observe Johanna Gapany. «En réalité, plus de 80% des femmes qui ont un enfant travaillent aujourd'hui, et souvent à un taux de 50% ou plus. Donc la majorité des couples est pénalisée par le modèle fiscal actuel.»

Pour la sénatrice libérale-radical fribourgeoise, c'est aussi une question de principe: «L'objectif de l'imposition individuelle, c'est que l'Etat n'ait plus son mot à dire sur les choix de vie des gens. Or avec l'initiative du Centre, certains couples auront un avantage fiscal à être mariés, et d'autres non.»

A gauche, on partage cette objection: «L'initiative du Centre vise à renforcer le modèle traditionnel de la famille, où une personne travaille et l'autre renonce à sa carrière professionnelle», souligne le socialiste vaudois Samuel Bendahan.

De son côté, Marie-France Roth Pasquier se défend de vouloir promouvoir un modèle de famille plutôt qu'un autre: «En tant que maman, ce n'est pas l'argument des impôts fédéraux qui va m'inciter à travailler davantage, mais d'abord les solutions de garde pour les enfants. Et le PLR s'est opposé à une politique incitative dans ce domaine en refusant le soutien aux crèches au parlement.»

## Lourdes pertes fiscales

Côté socialiste, on voit également une autre raison de s'opposer à l'idée du Centre: «Cela impliquerait des pertes de recettes fiscales de l'ordre de 1,5 à 3 milliards de francs pour la Confédération, selon les méthodes retenues, soit bien davantage que l'introduction de l'imposition individuelle», indique Samuel Bendahan. «Et ce serait en réalité une baisse très importante des impôts en faveur des couples mariés à très hauts revenus.»

A titre de comparaison, le système d'imposition individuelle impliquerait un manque à gagner d'environ 600 millions de francs pour la Confédération. Ce point a fait l'objet d'importantes tractations entre le PLR et la gauche afin de dégager un consensus. LA LIBERTÉ

# Rösti will 28 Milliarden Franken in die Bahn stecken – doch ausgerechnet die SBB bremsen

Vincent Ducrot, der Chef der Bundesbahnen, plädiert dafür, nur so viel wie wirklich nötig zu investieren

TOBIAS GAFAFER

Eine Schweizer Karte ist für Albert Röstis Verkehrspolitik zentral. Mit unzähligen Strichen und Sternen sind darauf Infrastrukturen von Genf über Basel bis ins Tessin eingezeichnet. Der Bundesrat liess die Karte projizieren, als er unlängst die Eckwerte für den Ausbau der Schiene, der Strasse und des Agglomerationsverkehrs präsentierte. Sie ist unübersichtlich und sagt doch viel aus. «Wir haben eine einigermaßen gerechte Verteilung der Projekte hinbekommen», stellte Rösti zufrieden fest. Das sei nötig für die Mehrheitsfähigkeit. Auf der Karte finden sich sogar Ausbauten, die längst realisiert sind, unter ihnen die Autobahn Transjurane oder der Vereintunnel.

Die Botschaft dahinter: Wer jetzt nicht profitiert, war beim letzten Mal an der Reihe – und jede Region erhält ihr Stück vom Kuchen. Entsprechend ambitioniert sind die Pläne für den nächsten Ausbauschnitt der Bahn, der ein Volumen von rund 20 Milliarden Franken aufweisen soll. Darin enthalten sind Grossprojekte bis 2045 wie der Tiefbahnhof Luzern, der Zimmerberg-Basistunnel II zwischen Thalwil und Zug sowie das vierte Gleis in Zürich Stadelhofen. Dazu kommen grössere und kleinere Ausbauten, die bis 2035 dichtere Fahrpläne ermöglichen sollen und teurer als geplant werden.

## Jahrzehntelange Grossbaustellen

Getreu Röstis Devise sollen auch Berg- und Randregionen nicht zu kurz kommen. So sprach sich der Bundesrat früh für den Grimseltunnel zwischen Innertkirchen und Oberwald aus, der parallel zu einer Stromleitung gebohrt werden soll – trotz offenen Fragen. Zudem ist zwischen Neuenburg und La Chaux-de-Fonds eine grösstenteils unterirdische Neubaustrecke geplant.

Röstis Strategie, möglichst viele Regionen zufriedenzustellen, hat ihren Preis. Für das darauffolgende Ausbaupaket 2031 hat die Regierung bereits Vorentscheide gefällt, die weitere Investitionen in der Höhe von rund 8 Milliarden Franken auslösen sollen. Sie plant unter anderem einen Tiefbahnhof in Basel SBB mit einer Durchmesserlinie zum Badischen Bahnhof. Da solche Vorhaben, wie auch in Luzern, nur in Etappen realisierbar sind, ist über Jahrzehnte



Nicht nur Neubauten kosten Geld, sondern auch der Unterhalt der bestehenden Bahninfrastruktur. Im Bild ein Abschnitt bei Morges am Genfersee.

JEAN-CHRISTOPHE BOTT / KEYSTONE

mit Grossbaustellen zu rechnen. Es ist absehbar, dass es nicht bei den schon umfangreichen Vorlagen des Bundesrats bleiben wird. Erfahrungsgemäss stockt das Parlament diese noch auf.

## Ziel: maximaler Kundennutzen

Während sich die Bauwirtschaft freuen darf, reagieren die SBB auffallend zurückhaltend. Dabei würden sie als grösste Schweizer Bahn am meisten vom Ausbau profitieren. Am Bahnkongress in Basel hielt der SBB-Chef Vincent Ducrot kürzlich ein Referat. Es liest sich wie ein Plädoyer, nur so viel zu investieren, wie tatsächlich nötig ist.

Das Ziel müsse ein maximaler Kundennutzen mit so wenig neuen Infrastrukturen wie möglich sein. Das sagte Ducrot gemäss der Präsentation, die der NZZ vorliegt. Die wachsende Nachfrage mache zwar Ausbauten unumgänglich,

doch müssten diese auf dem künftigen Fahrplanangebot und den Bedürfnissen der Logistik basieren. Ducrot warnte vor den Folgekosten beim Unterhalt. Der Bedarf steige, weil das Bahnnetz ausgebaut werde, mehr Züge verkehrten und viele Anlagen ihr Lebensende erreichten. Die Finanzierung des Unterhalts komme vor dem Ausbau. Das sei auch gesetzlich so vorgesehen.

Dass ausgerechnet die SBB bremsen, überrascht so nur auf den ersten Blick. Jeder Franken, der in den Ausbau investiert werde, verursache jährliche Folgekosten von drei Prozent für den Substanzerhalt, rechnete Ducrot vor. Schon heute hinkt die Bahn hinterher: Der Rückstand beim Unterhalt ist 2024 auf 8,4 Milliarden Franken angewachsen – ein Plus von fünf Prozent. Besonders bei der Erneuerung der Fahrbahn wird sich die Lücke weiter vergrössern. Das zeigt der letzte Netzzustandsbericht,

den die SBB auf Anfrage zur Verfügung stellten. Das heutige Niveau lasse sich nur mit ausreichend Bauintervallen halten, heisst es. Die Kundinnen und Kunden müssten vermehrt längere Streckensperrungen in Kauf nehmen.

Gegenwärtig ist die Zuverlässigkeit der Bahn hoch. Die SBB erreichten im vergangenen Jahr einen neuen Rekord: 94,1 Prozent der Personenzüge kamen pünktlich an – das heisst mit weniger als drei Minuten Verspätung. Dafür, dass der Betrieb gut funktioniert, ist der Zustand der Infrastruktur zentral. Ohne ausreichende Mittel für den Unterhalt und die Erneuerung werde die Verfügbarkeit und Zuverlässigkeit des Bahnnetzes künftig nicht mehr gewährleistet sein, sagt die SBB-Sprecherin Carmen Hefli.

Der Leiter der Division Infrastruktur, Linus Looser, zeigte sich im vergangenen Herbst besorgt und verwies auf Deutschland. «Wenn man in den Norden

schaut, sieht man, was passiert, wenn der Unterhalt vernachlässigt wird», sagte er. Auch die SBB hätten zu lange von der Substanz des Netzes gelebt.

## Die Finanzen setzen Grenzen

Zwar finanziert der Bund Unterhalt und Ausbau über den Bahninfrastrukturfonds. Welche Strecken gebaut oder ausgebaut werden, wirkt sich aber auf den Geschäftsgang der SBB aus. Diese betreiben den Fernverkehr auf eigene Rechnung. Seit Jahren ist die Ertragskraft zu gering, um den Schuldenberg abzutragen und die nötigen Investitio-

Der Rückstand beim Unterhalt ist 2024 auf 8,4 Milliarden Franken angewachsen – ein Plus von fünf Prozent.

nen zu finanzieren, etwa in neues Rollmaterial. Dennoch äussern sich die Bundesbahnen nur allgemein zum Ausbau, nicht aber zu konkreten Projekten. Die SBB setzten um, was das Parlament bestelle, sagte Vincent Ducrot in einem Interview mit der NZZ.

Ob die Politik die Bedenken der SBB berücksichtigen wird, ist fraglich. Grenzen setzen dem Ausbau jedoch die finanziellen Mittel. Alleine um die Projekte bis 2045 umzusetzen, die der Bundesrat vorschlägt, fehlen gemäss dem Verkehrsdepartement gegenwärtig rund 10 Milliarden Franken. Um diese Lücke zu schliessen, will die Regierung das Mehrwertsteuer-Promille für den Bahninfrastrukturfonds, das eigentlich im Jahr 2030 auslaufen sollte, unbefristet verlängern. Dies würde bis 2045 Zusatzeinnahmen von insgesamt etwa 8 Milliarden Franken generieren.

Das letzte Wort wird das Stimmvolk haben, da für die Zusatzfinanzierung eine Verfassungsänderung nötig ist. Erstmals seit der Gründung des Bahninfrastrukturfonds, kommt es damit zu einer Abstimmung. Sie dürfte auch zu einem Plebiszit über den Ausbau der Schiene werden.

---

## Référendum lancé contre le 50 km/h sur les grands axes

**Mobilité** Samedi, une coalition des partis de gauche et d'associations environnementales, de mobilité et d'habitants a lancé un référendum contre l'exigence du 50 km/h sur les axes structurants récemment adoptée par le Grand Conseil. Les opposants dénoncent une mesure «passéiste et irresponsable» qui sacrifierait la santé et la sécurité des riverains.

Il y a dix jours, une majorité parlementaire de droite a enterré la limitation de vitesse à 30 km/h sur les grands axes. Elle a fait inscrire dans la loi que la vitesse sur les axes structurants (U lacustre, rue de Lausanne, route de Chancy, entre autres) ne soit pas inférieure à 50 km/h.

Pour les référendaires, cette mesure affaiblit la protection contre les nuisances sonores «alors que 120'000 personnes, à Genève, sont déjà exposées à un bruit excessif et y perdent des années de vie en bonne santé. Les classes populaires y sont d'ailleurs soumises de manière disproportionnée, contribuant à l'écart croissant d'espérance de vie entre les catégories socioéconomiques.» La sécurité serait, elle aussi, menacée par cette décision, soutiennent-ils, en rappelant que «le risque de décès en cas de collision passe d'environ 10% à 30 km/h à 70% à 50 km/h».

Et d'évoquer encore l'impact sur l'environnement. Le maintien du 50 km/h favoriserait l'abrasion des pneus – principale source de microplastiques dans l'eau – et limiterait la végétalisation des axes routiers, pourtant essentielle pour créer des îlots de fraîcheur et préserver les corridors biologiques en ville, selon eux. La qualité de l'air en pâtirait aussi, «une baisse de la vitesse étant nécessaire pour réduire la pollution et les gaz à effet de serre». Cette nouvelle loi est également jugée trop rigide puisque le texte retirerait aux communes et à l'administration la flexibilité nécessaire pour adapter la vitesse au cas par cas, notamment devant les écoles ou les EMS.

**«120'000 personnes [...] sont déjà exposées à un bruit excessif et y perdent des années de vie en bonne santé.»**

### Les référendaires

Les opposants concluent en martelant que l'environnement, la santé et la sécurité des habitants «doivent compter plus que quelques secondes potentiellement gagnées pour le trafic de transit».

Rappelons qu'en 2022, Serge Dal Busco, alors conseiller d'État chargé des Transports, avait décidé de généraliser la limitation de la vitesse à 30 km/h sur plus de 400 routes du canton pour lutter contre le bruit. La mesure avait entraîné de nombreux recours.

Le compromis trouvé en 2023 par Pierre Maudet, chargé de la Mobilité, maintenant les 50 km/h sur certains axes, avait permis de désamorcer la majeure partie des oppositions. Mais l'an passé, le Tribunal administratif de première instance a finalement annulé cet arrêté.

**Aurélie Toninato**

# Firmen geben ihre Büros auf

In der Schweiz warten Millionen Quadratmeter auf Mieter. Der Leerstand nimmt zu – und Besserung ist nicht in Sicht.

Stefan Ehrbar

In der Schweiz steht so viel Bürofläche leer, dass damit etwa 40-mal das höchste Roche-Hochhaus in Basel gefüllt werden könnte – oder 79-mal der Zürcher Prime Tower. Das zeigt der neueste Marktbericht der Immobilienfirma CSL. Demnach waren bei der aktuellsten Erhebung am 1. Oktober 3,17 Millionen Quadratmeter Bürofläche ausgeschrieben, fast 9 Prozent mehr als im Vorjahr.

Das könnte erst der Anfang sein. Es drohen Bürowüsten. In den vergangenen Jahren hat der Siegeszug des Homeoffice schon dazu geführt, dass Firmen weniger Bürofläche benötigen. Nun kommt die Künstliche Intelligenz (KI) hinzu, die viele Jobs obsolet macht.

Diese Entwicklung zeigt sich auf der ganzen Welt. Der US-Unternehmer und frühere Präsidentschaftsbewerber Andrew Yang zeichnet in einem Blog-Beitrag ein düsteres Bild. Firmen könnten mit KI ihren Personalbestand reduzieren. Chefs, die das tun, würden zudem von der Börse belohnt. Er rechne damit, dass in den nächsten Jahren 20 bis 50 Prozent der Büroangestellten ihre Stelle verlieren. «Leere Bürogebäude werden die neue Normalität sein», warnt Yang. Das hat Folgen: Wenn Büropendler fehlen, lohnt sich das Geschäft auch für Restaurants, Coiffeure oder Läden nicht mehr, weil ihnen die Kunden fehlen.

## Die Mietersuche wird «schwierig»

Anders als in den USA sind hierzulande vor allem Agglomerationen betroffen. In Innenstädten und an zentralen Lagen gehen Büros in den meisten Fällen noch immer gut weg, auch wenn es Ausnahmen gibt. Firmen wollen lieber kleinere, dafür zentra-

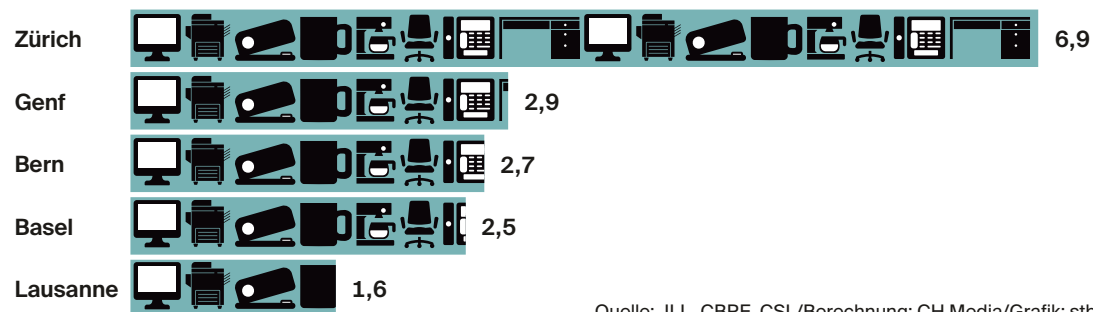


Stehen seit vielen Monaten leer: Büroflächen in einem Gebäude in Opfikon ZH.

Bild: E. Desintaputri

## Das Angebot an Büroflächen

In Millionen Quadratmetern pro Stadt (Kernstadt, nur jeweilige politische Gemeinde)



Quelle: JLL, CBRE, CSL/Berechnung: CH Media/Grafik: stb

le Flächen als grosse, schlecht erschlossene. In der Peripherie sei die Mietersuche deshalb «schwierig», schreiben die Fachleute von CSL.

Am stärksten zugenommen hat das Angebot an Büroflächen innert eines Jahres in den Agglomerationen von Chur,

Luzern, Biel, Solothurn und Zug. In den Agglomerationen Thun, Olten-Zofingen, Lausanne und Basel nahm die Zahl der ausgeschrieben Büroflächen leicht ab – teilweise allerdings auf hohem Niveau. Daneben zeigen sich einige lokale Besonderheiten:

– In der **Stadt Zürich** kamen vergangenes Jahr auch an zentralen Lagen grössere Flächen neu auf den Markt, weshalb es dort insgesamt mehr ausgeschriebene Flächen gab. Diese seien aber «weiterhin sehr attraktiv», schreiben die CSL-Fachleute. Leerstand droht hier nicht.

– Auch in der **Region Zug** stiegen die Leerstände, weil in Gemeinden wie Baar oder Rotkreuz neue, grosse Bürogebäude fertiggestellt wurden.

– In **Basel** sank die Zahl der ausgeschriebenen Büroflächen, doch CSL schreibt weiterhin von einem «Überangebot». Selbst in der Nähe des Bahnhofs Basel SBB stünden grosse Flächen leer. Auch an Toplagen laufe die Vermarktung «schleppend». Dies hat auch damit zu tun, dass Pharmafirmen ihre Campus ausgebaut und sich aus Büros in der Innenstadt zurückgezogen haben.

– In **Bern** mit einem beschränkten Angebot in der Innenstadt kamen viele neue Flächen auf den Markt, etwa weil der Bahnbetreiber BLS seine Büroflächen ausserhalb zentralisierte. Auch die Bundesverwaltung setzt auf Arbeitsplätze in der Peripherie.

– In **St. Gallen** hat das Büroangebot laut dem Bericht «klar zugenommen». Weil der Markt relativ klein sei, könnten aber schon wenige grössere Flächen die Veränderungsrate stark beeinflussen. Im Osten der Stadt seien grosse, neue Flächen ausgeschrieben. Ob der Bedarf gegeben sei, müsse sich aber zeigen, zumal es im Stadtzentrum genügend freie Flächen gebe.

Weil die Vermieter teilweise auch nach monatelanger Suche keine Interessenten finden, bauen sie Büros öfter zu Wohnungen um. Auf dem Wohnungsmarkt ist die Nachfrage höher, und hier gelten auch Gemeinden noch als zentral, die es für Büromieter nicht mehr sind. In Basel wandelte der Kanton eine Liegenschaft in Kleinhüningen zu Wohnungen um, und auch in einem ehema-

ligen UBS-Bau am Aeschensplatz soll künftig gewohnt werden. In Ittigen BE will der Bund einen früheren Bürobau in Wohnraum verwandeln. Im Gebiet zwischen der Stadt Zürich und dem Flughafen, wo Hunderttausende Quadratmeter Bürofläche auf Nachmieter warten, sind mehrere Umnutzungsprojekte geplant oder bereits realisiert worden.

In dieser Region sind die Leerstände dramatisch hoch: Laut Zahlen des Immobilienberaters JLL befindet sich die Hälfte aller leerstehenden Büros in der Region Zürich im Stadtzürcher Kreis 11 mit den Quartieren Oerlikon, Seebach und Affoltern sowie in der Gemeinde Opfikon. Fast 12 Prozent aller Büroflächen sind hier zu haben.

## Umnutzungen lindern Wohnungsnot kaum

Diese Situation zwingt die Vermieter zum Handeln. So wandelt die Pensionskasse BVK einen Teil ihrer Bürohochhäuser im Kreis 11 in Wohnungen um. Die Wohnungsnot zu lindern vermögen solche Umnutzungen kaum. Büros verfügen über einen anderen Grundriss als Wohngebäude. Zudem fehlen oft sanitäre Anlagen und Küchen. Ein Umbau ist deshalb teuer, was sich in den Kosten der Wohnungen niederschlägt.

Dennoch nehme in der Peripherie das Thema Umnutzung «langsam Fahrt auf», heisst es im CSL-Papier. Selbst bei hohen Kosten könnten sie sich besser rechnen als noch vor einigen Jahren. In der Region Zürich alleine wurden laut Zahlen von JLL 2025 über 40'000 Quadratmeter Büroflächen anderen Nutzungen zugeführt. Der Markt reagiert aber auch auf andere Weise: In den nächsten Jahren werden deutlich weniger neue Büros gebaut.

# Tarifs douaniers: la Suisse reste dans le flou

**ÉCHANGES** Après la décision de la Cour suprême, la Maison-Blanche a trouvé un autre moyen de faire passer les entreprises à la caisse. Des incertitudes sur le niveau précis des nouvelles taxes et sur les accords en place persistent cependant

LASSILA KARUTA, ZURICH

La riposte n'a pas tardé. Le président des Etats-Unis a trouvé une nouvelle parade pour justifier les tarifs douaniers imposés aux entreprises désireuses d'importer des biens au sein de la première puissance mondiale économique. Mais cette décision provoqué de nouveau beaucoup d'incertitudes.

Après que la Cour suprême américaine a indiqué vendredi que la loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux (IEEPA) de 1977 n'autorisait pas le président à imposer des droits de douane, le locataire de la Maison-Blanche compte maintenant se servir d'autres outils. Il s'agit notamment de l'article 122 de la loi sur le commerce de 1974.

Ce texte autorise les présidents américains à imposer des tarifs pendant une période maximale

de 150 jours «en cas de problèmes fondamentaux liés aux paiements internationaux». Ces derniers comprennent «des déficits importants et graves de la balance des paiements des Etats-Unis» et une «dépréciation imminente et significative du dollar». Il s'agit de la première fois que cette loi est utilisée pour la mise en œuvre de taxes douanières.

## Quelles conséquences?

Qu'implique cette décision pour les entreprises helvétiques? «En ce qui concerne l'application concrète par les autorités américaines, certains points restent encore flous», reconnaît un porte-parole du Secrétariat d'Etat à l'économie. «Ce que l'on sait, c'est qu'à court terme, un droit de douane supplémentaire temporaire de 10% sera introduit en vertu de la section 122 pour une durée de 150 jours. Ce tarif s'ajoutera aux droits de douane

NPF (nation la plus favorisée) en vigueur et remplacera les droits de douane IEEPA, qui étaient de 15% pour la Suisse. Le président Trump a ensuite annoncé samedi 21 février son intention d'augmenter ce taux général de 10% à 15%. Ce droit de douane ne s'ajoutera pas aux droits de douane supplémentaires sectoriels existants en vertu de la section 232.»

Autrement dit, les firmes helvétiques devraient faire face à des taxes de 15% pour exporter leurs articles aux Etats-Unis, explique Philip Sieber-Gasser, directeur général de la société Besso, qui aide les entreprises à comprendre les régulations tarifaires mondiales en place. «Il est toutefois important de souligner qu'il existe encore beaucoup d'incertitudes. Le discours du président américain, prévu ce mardi, pourrait apporter davantage de clarté sur le sujet», ajoute le spécialiste.

Donald Trump s'exprimera devant le Congrès dans le cadre du discours sur l'état de l'Union (*State of the Union address*) et devrait aborder la situation économique du pays, y compris les nouvelles taxes.

## Tous les spécialistes n'interprètent pas de la même manière les écrits de la Maison-Blanche

Tous les spécialistes n'interprètent en effet pas de la même manière les écrits de la Maison-Blanche. Le président de la

Chambre de commerce suisse-américaine estime que les firmes suisses qui ne font pas l'objet d'une exemption devraient devoir s'acquitter de tarifs douaniers supérieurs à 15% à partir du 24 février. «Le niveau précis de ces derniers dépendra du secteur en question. Le post du président américain sur Truth Social indique que ces 15% viennent s'ajouter au tarif NPF, et ce dernier est différent pour chaque branche», avance Rahul Sahgal.

## Une liste de secteurs à actualiser

Même son de cloche du côté de la société Victorinox. Le groupe pense devoir faire face à des tarifs douaniers de 20% en moyenne à partir de demain. Le secteur pharmaceutique devrait pour sa part rester épargné par cette guerre commerciale. Du moins pour le moment. «La liste

des secteurs qui sont exemptés de droits de douane américains doit aussi être actualisée. Jusqu'à vendredi cela concernait des secteurs comme la pharmacie, l'automobile et le café», précise Philip Sieber-Gasser.

La décision de la Cour suprême américaine pourrait aussi remettre en question la validité des accords signés entre la première puissance mondiale et les autres pays ces douze derniers mois pour régler la question des droits de douane. «L'accord commercial Suisse-Etats-Unis se basait sur la loi IEEPA; or la Cour suprême des Etats-Unis a indiqué que les tarifs basés sur ce texte étaient illégaux. Le gouvernement américain estime que ces accords commerciaux signés avec les différents pays restent valides, mais de nombreux experts remettent en question cette affirmation», conclut le fondateur de Besso. ■

# EU delays ratifying US trade deal after tariffs are ruled illegal

Financial Times Europe

24 févr. 2026

ANDY BOUNDS AND BARBARA MOENS

---

The EU has delayed ratification of its trade deal with the US after the Supreme Court ruled the tariffs introduced by Donald Trump's administration were illegal.

The European parliament's trade committee yesterday paused work on ratifying the agreement, struck last year between the US president and European Commission president Ursula von der Leyen, until there was more legal clarity about the tariffs.

Under the deal reached in Turnberry, Scotland, last year, a 15 per cent rate applied on most EU exports, while the bloc agreed to slash its levies on US industrial goods and some agricultural products to as low as zero.

But after the Supreme Court last week deemed Trump's levies illegal he hastily introduced a 15 per cent global tariff using a different law.

Bernd Lange, chair of the EU parliament's trade committee, said the "tariff chaos" meant there was no option but to delay ratification. "We want to have clarity from the US. We want to have stability. It is specifically important for investment."

A majority of parties backed the delay. "We will not be able to vote on the Turnberry Agreement until we have full clarity on how the Supreme Court's ruling affects the tariff arrangement," said Karin Karlsbro of the Liberal Renew group. "The US must get its trade policy in order; this level of chaos is not serious."

Željana Zovko, lead negotiator for the centre-right European People's party, said the delay should be temporary. "Our responsibility now is to uphold our commitments, ensure legal robustness and bring this agreement to a swift and responsible conclusion. Any further delay would undermine our credibility and send the wrong signal to our transatlantic partners."

When added to pre-existing "most favoured nation" levels, EU exports would be paying, on average, 15.8 per cent in tariffs, according to analysis by Global Trade Alert, an independent trade monitoring body.

Some industries, such as aircraft parts and pharmaceuticals, were exempted, but several products that the US agreed to leave tariff-free in the Turnberry deal now face levies. "The US needs to tell us precisely what is going on," said European Commission trade spokesman Olof Gill.

"Our intention is to honour and continue implementing the aspects of the agreement we made with the US on our side. And by the same token, we expect them to be able to tell us precisely what is happening in order that they can continue implementing their side of the agreement," Gill said.

Trade commissioner Maroš Šefčovič was set to brief member state ambassadors on the situation late yesterday.